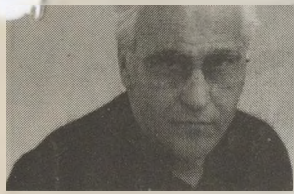


Plus c'est gros...



Lettre de Wall Street

Sylvain Cypel

En mai 2009, Barack Obama créait une commission d'enquête sur la crise, nommée FCIC. Son ordre de mission : « Examiner les causes, intérieures et internationales, des crises financière et économique actuelles aux Etats-Unis. » Bipartite, sa composition réunissait des personnalités expérimentées représentant les idées de la nouvelle majorité démocrate et celles de l'ancienne, républicaine. Au total, autour de son président, Phil Angelides, un ex-trésorier général de l'Etat de Californie, elle incluait trois financiers et avocats d'affaires, deux anciens élus au Congrès, deux ex-conseillers économiques de George W. Bush, un entrepreneur et un ex-régulateur du secteur bancaire. Six penchaient démocrate (dont le président), quatre républicain (dont le vice-président, Bill Thomas, membre de l'ultraconservateur American Enterprise Institute).

En instaurant cette commission, M. Obama avait forcément pensé à la com-

mission Pecora qui, au début de la Grande Dépression, enquêta sur ses racines et ses instigateurs. Les travaux de cette commission présidée par le procureur Ferdinand Pecora, elle aussi bipartite, nommée en 1932 sous les républicains et redynamisée par le démocrate Franklin Delano Roosevelt, débouchèrent sur une législation (loi Glass-Steagall séparant activités de dépôt et d'affaires des banques, création d'un « gendarme » des marchés, la Securities and Exchange Commission, et d'autres agences de contrôle) qui configura la vie financière américaine pour un demi-siècle, ouvrant la voie aux grandes réformes socio-économiques qui suivirent.

Dans l'esprit de M. Obama, la FCIC avait deux missions : l'une d'impulsion législative, l'autre pédagogique. Elle devait encourager cette « refondation de l'économie » que lui-même prônait – un concept aujourd'hui abandonné. Las ! Deux fois déjà, la remise de ses conclusions a été reportée.

Bipartite, *my foot*... Aucun compromis n'y a été possible entre prorépublicains et pro-démocrates. Après dix-huit mois d'auditions de 800 acteurs directs (PDG, traders, hauts fonctionnaires, experts...), des millions de pages de documents analysées, la commission s'est avérée incapable de dégager un « narrative », comme disent les Américains, un récit collectif des racines et du déroulement de la crise, quitte à signaler des divergences ici ou là.

Les républicains ont tout simplement refusé que le nom « Wall Street » figure dans ce rapport. On a bien lu : aucune « cause » de la crise, pas même partielle, ne saurait être imputable aux marchés financiers. Non seulement ceux-ci sont blancs comme neige, mais des termes comme « dérégulation », « banque fantôme » (pour désigner les fonds spéculatifs), « risque systémique » ou « interconnexion » ne devaient pas non plus apparaître. Mais alors, pourquoi cette crise ?

Les républicains de la FCIC ont résumé le 15 décembre 2010 leur position : l'unique responsable de la crise, c'est... l'Etat américain ! Pour avoir flatté les pulsions égoïstes des familles à s'endetter afin d'accéder à la propriété, pour avoir trop régulé et instrumentalisé ses bras armés de la réassurance du crédit immobilier nommés Fannie Mae et Freddie Mac, l'Etat est consacré seul coupable de la déroutée financière.

Peu importe que l'Etat que dénoncent ces républicains était... le leur : qui donc détenait le pouvoir durant les huit ans

ayant précédé la crise financière ? Peu importe que le rêve de l'accès de chacun à la propriété, lancé par le démocrate Bill Clinton, ait été promu avec plus de vigueur encore par le républicain George W. Bush. Que ce dernier n'a pas surrégulé mais dérégulé autant qu'il a pu. Que Fannie et Freddie n'étaient pas été des entreprises publiques gérées par l'Etat, mais des sociétés parfaitement privées et d'autant mieux cotées en Bourse qu'elles jouissaient d'une « garantie publique ». Peu

Les républicains de la commission d'enquête sur la crise ont résumé le 15 décembre 2010 leur position : l'unique responsable, c'est... l'Etat américain !

importe que, si Fannie et Freddie ont totalisé des pertes abyssales, ce n'est pas parce qu'elles étaient trop contrôlées, mais libres de leurs mouvements. Qu'enfin ces sociétés n'ont investi que tardivement dans les titres subprimés, qui plus est sous la pression des marchés, pas de l'Etat.

Bref, « le seul problème de cette théorie est qu'elle n'est pas conforme aux faits », écrit malicieusement l'enquêteur financier du *New York Times*, Joe Nocera, qui parle de « véritable honte ». Et quand ces

membres de la FCIC accusent l'Etat d'avoir précipité la panique générale en... refusant de sauver la banque d'affaires Lehman Brothers, en septembre 2008, on en reste coi ! Ainsi, pour ces pourfendeurs résolu de toute intervention publique dans les affaires économiques, l'Etat est coupable, y compris lorsqu'il suit leurs propres préceptes...

Mais où a disparu donc le pragmatisme américain, si constitutif d'une formidable capacité d'adaptation face aux difficultés ? Poursuivre la liste des erreurs et incohérences de ce document serait de peu d'intérêt. Car il ne s'agit pas, pour ces républicains-là, de participer en conscience à un « examen » permettant, comme le fit la commission Pecora, de dégager des mesures propres à juguler les propensions les plus nocives du système. Il s'agit de promouvoir un pur concentré d'idéologie. Et plus c'est gros...

« Tout cela serait risible si les conséquences n'étaient si graves », renchérit Joe Nocera, qui craint que ce texte soit le prélude au sabotage systématique de toute régulation financière par la majorité républicaine du nouveau Congrès, qui commence ses travaux cette semaine. A lire cette vision des origines de la crise, on comprend mieux pourquoi, aux yeux de la gauche américaine – cf. le film *Inside Jobs* –, une Christine Lagarde apparaît comme un paragon de pensée rationnelle sur la crise du capitalisme. ■

Courriel : cypel@lemonde.fr

Billet Robert Solé

Promis juré

LE NOUVEAU maire de Chilca, une commune du centre du Pérou, a prêté serment selon une tradition andine. Ceint de son écharpe, il s'est agenouillé devant un crucifix, et l'un de ses concitoyens lui a administré trois coups de fouet en criant : « Ne sois pas voleur, ne sois pas menteur, ne sois pas oisif. » L'heureux élu, Abraham Carrasco, a promis de conserver le fouet pour se souvenir de son engagement.

En France, on ne connaît que les raclées : celles qui permettent aux battus de n'avoir pas à tenir leurs promesses électorales. Mais combien de vainqueurs les tiennent ? « Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent », affirmait l'ancien président du conseil Henri Queuille (1884-1970), maître à penser de Jacques Chirac, qui lui a succédé comme député de la Corrèze.

Contrairement aux Péruviens des Andes, les Français n'ont pas besoin de fouetter l'ardeur de leurs dirigeants. Ils bénéficient d'une langue pleine de ressources. Promettre, ce n'est pas forcément s'engager : c'est parfois prédire (du beau temps, par exemple) ou simplement présager (rien de bon, en général). Il faut « exécuter une promesse », c'est-à-dire – au choix – la tenir ou l'éliminer. ■

Le courrier du jour

Société

Trufficulteurs

Dans la Drôme, un « trufficulteur » a abattu un supposé voleur. Logique dans un monde où l'opacité est la première règle.

Bientôt, les trufficulteurs vont réclamer des patrouilles de gendarmes, comme les ostréiculteurs, pour défendre leur « bien ». Dans la « culture » de la truffe, de la truffe à la truffe, tout est opaque. On nous amuse régulièrement à la télévision avec le marché aux truffes, départ de la vente au chrono, vente de quelques kilos à 1500 euros le kilo, et tout le monde repart content... Il faut savoir que l'on ne connaît rien du véritable chiffre d'affaires réalisé. Toutes les ventes se font « au black », sous le manteau, sans facture et souvent en espèces, ce qui favorise la dissimulation. Le jour où je verrai une déclaration d'impôts d'un « trufficulteur » en tant que tel, j'accorderai de l'attention à cette activité.

J'ai connu une « trufficultrice », fonctionnaire de son état, qui récoltait des quantités importantes de tubercules. Elle vivait sur un train de vie de grande bourgeoisie, ne déclarant rien.

Une grande partie de ses récoltes servait à son compagnon, qui en faisait cadeau à des personnes bien placées, experts ou responsables de Crédits municipaux qui pouvaient lui rendre des services dans certaines transactions, dans ce cas la truffe avait valeur de l'or. Il serait bien que l'Etat mette son nez dans cette « activité traditionnelle » qui génère d'importants bénéfices échappant à l'impôt.

Christian Vezon
Aubord (Gard)

Choisir un prénom

Pourquoi la plupart des parents se contentent-ils de choisir un seul prénom pour leur enfant alors que la loi les autorise à en donner trois ?

Avoir trois prénoms différents (voire d'origines variées) permet un choix pour l'enfant qui, à sa majorité, pourra décider de privilégier officiellement celui qui lui convient le mieux, et cela sans entreprendre de démarches administratives.

Claude Weisz, Bobigny

Courrier et contributions des lecteurs :
courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Fax : 01-57-28-21-74

Demain dans Le Monde

Contre-enquête Les pays émergents vont-ils racheter les grandes entreprises occidentales les unes après les autres ?

■ Tirage du Monde daté mardi 4 janvier 2011 : 375 070 exemplaires. 2

Le Monde ETUDIANT

présente

Le salon des masters / MBA

PALAIS BRONGNIART - MÉTRO BOURSE

VENDREDI 14 & SAMEDI 15 JANVIER
ENTRÉE GRATUITE WWW.SALONDESMASTERS.COM



Dès le 13 janvier chez votre marchand de journaux

en partenariat avec

